

Questions orales

Aujourd'hui, je ne parlerai pas de l'augmentation du nombre de cas rapportés de violence contre les femmes ni du fait que seulement 18 p. 100 des armes qui ont servi à tuer des femmes étaient possédées illégalement.

Je voudrais plutôt que nous prenions une minute pour nous souvenir des femmes qui ont été tuées. Nous nous souvenons du nom de l'assassin, mais pour la majorité d'entre nous, ses victimes restent des inconnues. Tout ce dont nous nous souvenons d'elles, c'est d'un chiffre, 14.

Demain, je voudrais que nous prenions une minute pour nous souvenir de Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Natalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Havernick, Barbara Maria Klucznik, Maryse Laganière, Maryse Leclaire, Anne Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Année St-Arneault, Annie Turcotte.

La violence contre les femmes ne concerne pas uniquement les femmes. La violence contre les femmes nous touche tous.

* * *

LES SOINS DE SANTÉ

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement ne s'est pas encore occupé d'un grave problème de santé féminine, à savoir celui qui est associé aux implants mammaires.

Cette question a été soulevée sous le gouvernement précédent et demeure sérieuse.

Plusieurs groupes de soutien des femmes ayant des implants mammaires ont été formés dans tout le Canada. Ces groupes demandent de l'aide pour renseigner toutes les femmes ayant eu des implants mammaires et exigent que toutes aient un accès égal aux interventions chirurgicales visant à enlever ces implants et à des soins primaires de qualité.

J'exhorte le gouvernement à s'occuper de cette sérieuse question de santé féminine en répondant aux demandes des groupes canadiens qui ont demandé de l'aide et en étudiant le moratoire sur les implants mammaires qui, apparemment, n'a pas mis fin à l'utilisation des implants.

* * *

LES RÉUNIONS PUBLIQUES

M. Ed Harper (Simcoe-Centre, Réf.): Monsieur le Président, je viens de terminer une série de réunions publiques dans ma circonscription, Simcoe-Centre.

Mes électeurs ont assisté à ces réunions pour discuter de divers sujets, me poser des questions et m'exprimer leurs opinions. À chacune des réunions, on a effectué un sondage dont j'aimerais communiquer les résultats à la Chambre.

Plus de 90 p. 100 des répondants croient que tous les immigrants qui viennent au Canada devraient subir obligatoirement un test de dépistage du SIDA. La grande majorité des répondants appuient la réforme des programmes sociaux et sont d'avis que ces programmes devraient être axés sur les personnes qui en ont vraiment besoin. Plus de 90 p. 100 des répondants veulent que l'article 745 du Code criminel soit abrogé afin d'éliminer toute

possibilité de libération conditionnelle anticipée pour les personnes reconnues coupables de meurtre au premier degré. Ils croient aussi que les noms des jeunes contrevenants reconnus coupables de crimes graves devraient être divulgués.

Sur la question du contrôle des armes à feu, mes électeurs sont d'avis que la nouvelle législation devrait mettre l'accent sur l'utilisation d'armes à feu à des fins criminelles et sur la contrebande d'armes à feu et non imposer de nouvelles restrictions aux personnes qui possèdent légalement des armes à feu.

Enfin, je crois que je me dois de représenter mes électeurs et de voter selon leurs désirs. J'encourage tous les autres députés à faire de même.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA MIL DAVIE

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, en refusant de mettre son poing sur la table dans l'histoire du contrat d'Hibernia, le gouvernement, encore une fois, a posé un geste qui, additionné aux actions du ministre des Transports et aux actions du ministre de l'Industrie, mène le chantier de la MIL Davie tout droit à la catastrophe.

• (1415)

On a appris en fin de semaine que le ministre de l'Industrie gardait secret, depuis un an, un rapport sur les chantiers maritimes canadiens qui recommande au gouvernement de ne miser que sur un petit nombre de chantiers et de laisser tomber MIL Davie.

Considérant l'injustice commise à l'égard de MIL Davie par Hibernia et le refus du gouvernement de donner suite au contrat du traversier des Îles-de-la-Madeleine, la vice-première ministre reconnaît-elle que tous les gestes de son gouvernement sont dictés par ce rapport secret du ministre de l'Industrie qui voue le chantier MIL Davie à la fermeture?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, avant de répondre à l'honorable député, permettez-moi d'exprimer notre soulagement à la nouvelle que le chef de l'opposition est sur la bonne voie de retrouver sa santé. Dans les mois qui viennent, il aura à déployer une force extraordinaire dont nous savons tous qu'il est capable, et nous lui souhaitons beaucoup de courage pour se rétablir. Connaissant le chef de l'opposition, c'est un batailleur, et nous sommes tous confiants qu'il reviendra le plus rapidement possible.

[Traduction]

Au nom de tous les Canadiens, je voudrais souhaiter un très prompt rétablissement au chef de l'opposition. Le Canada tout entier a suivi les événements des derniers jours. Nos pensées sont avec lui et sa famille et nous sommes impatients de le voir revenir parmi nous à la Chambre.

Des voix: Bravo!